



Réseau Européen de Formation Judiciaire

RAPPORT ANNUEL

2024



Financé par
l'Union européenne

Sommaire

Avant-propos de la Secrétaire Générale	3
Chiffres clés 2024	4
Faits marquants 2024	6
Activités 2024	8
<i>Formation initiale</i>	8
<i>Formation continue</i>	9
<i>Formation & ressources numériques</i>	13
<i>Projets & initiatives</i>	14
Le Réseau	16
De nos partenaires	19

Accédez au rapport annuel complet 2024 sur annualreport.ejtn.eu/fr/2024 ou en scannant le QR code.



À propos du Réseau européen de formation judiciaire

Fondé en 2000 par la Charte de Bordeaux, le Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) est une association internationale à but non lucratif de droit belge. Le REFJ rassemble les institutions de formation judiciaire de tous les États membres de l'UE afin de poursuivre un objectif d'intérêt général européen : développer et mettre en œuvre des activités de formation et d'échange pour les professionnels de la justice européenne. Ces activités couvrent la formation initiale et continue et sont mises en œuvre en étroite coopération avec les membres, les membres associés, les observateurs et les partenaires.

Le REFJ joue un rôle essentiel dans la mise en réseau de ses membres et constitue la principale plateforme de partage d'expériences et d'échange de vues dans des domaines d'intérêt commun.



Financé par
l'Union européenne

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de la Commission européenne. Ni l'Union européenne ni l'autorité qui accorde la subvention ne peuvent en être tenus responsables.

Avant-propos de la Secrétaire Générale

L'année 2024 a été synonyme de progrès, de coopération et d'innovation pour le Réseau européen de formation judiciaire. Tout au long de l'année, nous avons œuvré à donner aux juges, procureurs et personnels judiciaires européens l'expertise, la connaissance et les outils dont ils ont besoin dans des domaines tels que la transformation numérique de la justice, l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les procédures judiciaires, l'État de droit, la responsabilité judiciaire, et bien plus encore.

Cet esprit d'innovation se reflète également dans le format de ce rapport annuel 2024. Pour la première fois, le rapport adopte un format hybride aligné avec nos objectifs de numérisation et de durabilité. Celui-ci comprend ainsi un site Web spécialement dédié, un résumé téléchargeable au format PDF et un nombre limité d'exemplaires au format papier qui seront disponibles lors d'événements clés tout au long de l'année.

En 2024, le REFJ a réaffirmé son engagement d'excellence en matière de formation judiciaire en organisant 971 activités, en proposant 36,726.5 journées de formation et en formant un total de 10 921 juges, procureurs, personnels judiciaires et formateurs européens, soit une augmentation de 17 % du nombre de participants par rapport à l'année précédente. Ces résultats remarquables ont été rendus possibles grâce aux membres du REFJ, qui conçoivent des initiatives de formation à forte valeur ajoutée et en assurent une diffusion large et efficace.

La transformation numérique de la justice a été l'une des grandes priorités de 2024. Le Groupe de travail sur la numérisation a lancé ses premières activités, posant ainsi les fondements d'une offre de formation complète dans le domaine du numérique et d'une approche stratégique de ce sujet essentiel. Nous avons également fait progresser la diversité de genre dans le système judiciaire en mettant en place le projet « Women in Justice », dirigé par le Groupe de travail sur les méthodes de formation judiciaire. Par ailleurs, et parmi d'autres réalisations importantes, le REFJ a soutenu la détection et la poursuite des infractions anticoncurrentielles au travers d'un projet dédié, mis en œuvre dans le cadre du programme du marché unique européen.

Les partenariats stratégiques ont également joué un rôle central en 2024. Le REFJ a renforcé ses liens avec des partenaires de longue date, notamment la CJUE, le Conseil de l'Europe, la CEDH, le Parquet européen et Eurojust, tout en établissant de nouvelles collaborations avec des organisations telles que l'UNESCO et l'Institut européen du droit (ELI). Les collaborations existantes ont continué à porter leurs fruits comme en témoigne l'intérêt de nouveaux pays pour les stages de longue durée à la CJUE. Le REFJ s'est également illustré sur la scène internationale lors de la 11e Conférence internationale sur la formation judiciaire, organisée par l'Organisation internationale pour la formation judiciaire.

Grâce au soutien continu de la Commission européenne, le REFJ continue à contribuer au développement d'une culture judiciaire européenne commune et d'un espace de justice unifié, tout en soutenant la transformation numérique de la justice et l'État de droit.

J'adresse mes remerciements aux membres, membres associés, observateurs et partenaires du REFJ pour leur précieux soutien tout au long de l'année 2024. Ensemble, nous veillerons à ce que la justice européenne reste efficace, résiliente et prête à relever les défis à venir.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport !

Ingrid Derveaux
Magistrate
Secrétaire générale du REFJ



L'année 2024 a été synonyme de progrès, de coopération et d'innovation pour le REFJ.



Le REFJ continue à contribuer au développement d'une culture judiciaire européenne commune.

Chiffres clés 2024

Tout au long de l'année 2024, le REFJ a continué à proposer échanges, visites d'études, séminaires, webinaires et autres activités de formation de grande qualité. Grâce à cette offre dédiée, le REFJ a atteint un large éventail de participants à travers l'UE, offrant des opportunités de formation à la fois en présentiel et en ligne. Quelques chiffres clés de l'année 2024 figurent ci-dessous.

10,921

Participants toutes activités confondues

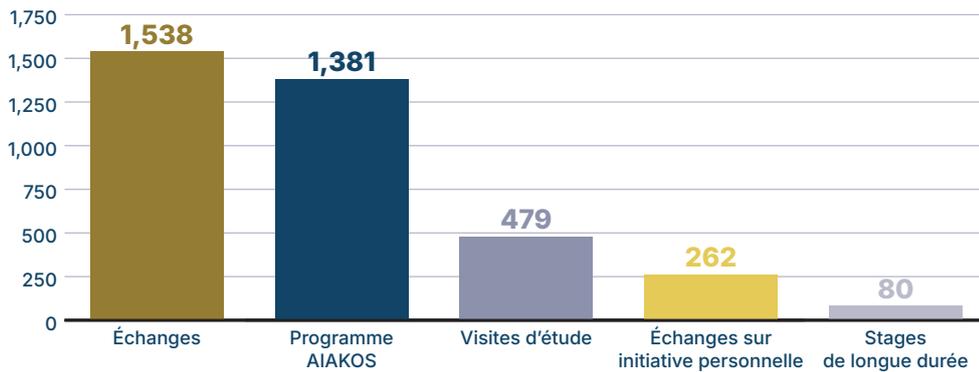
971

Activités organisées

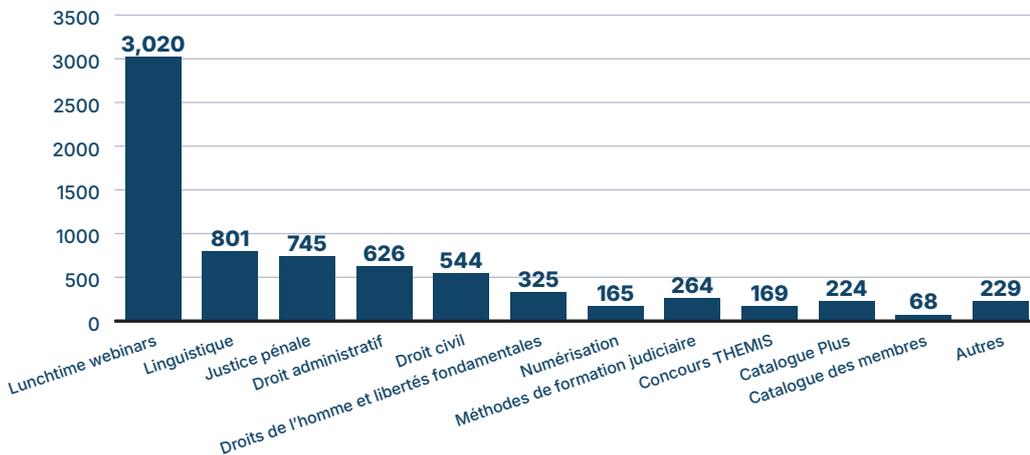
36,726.5

Jours de formation individuelle

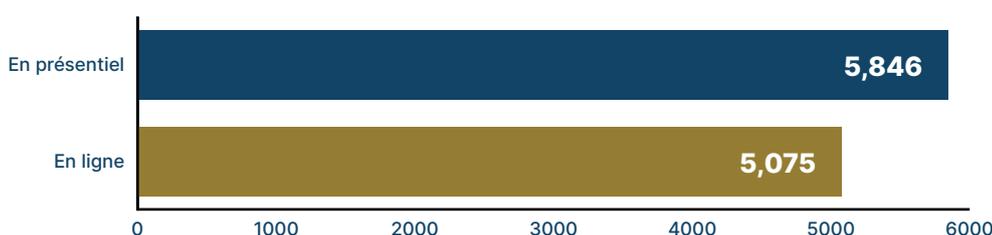
Participants aux échanges, visites d'étude et autres programmes du REFJ en 2024



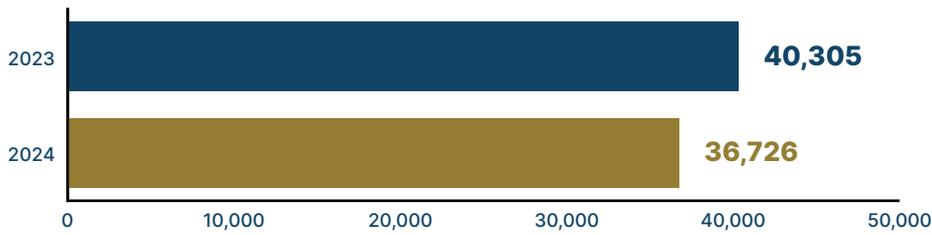
Participants aux actions de formation du REFJ, aux webinaires et aux activités des catalogues en 2024



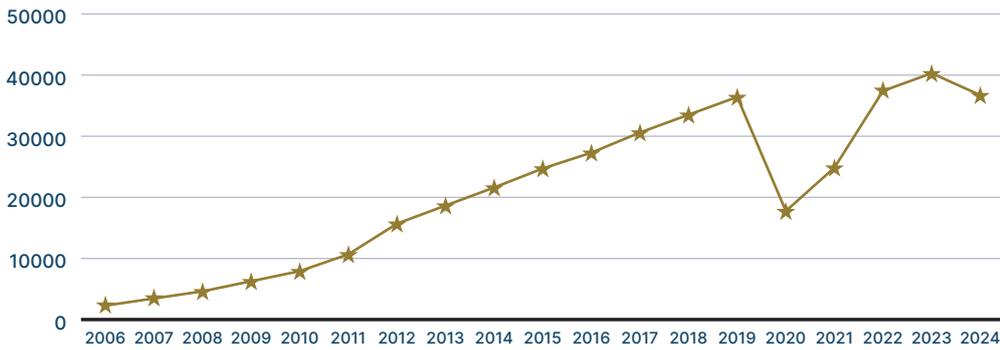
Nombre de jours de formation offerts par le REFJ 2023-2024



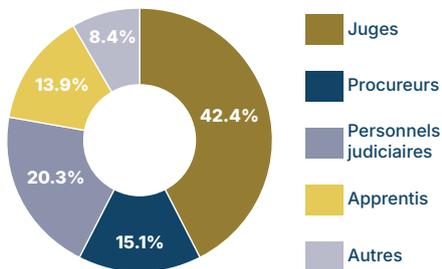
Nombre de jours de formation offerts par le REFJ 2023-2024



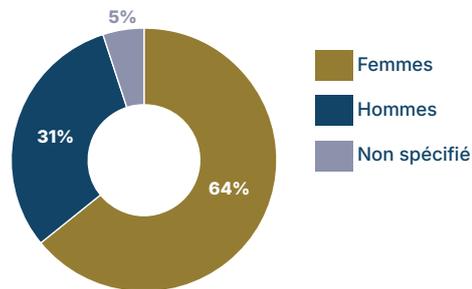
Nombre de jours de formation offerts par le REFJ 2006-2024



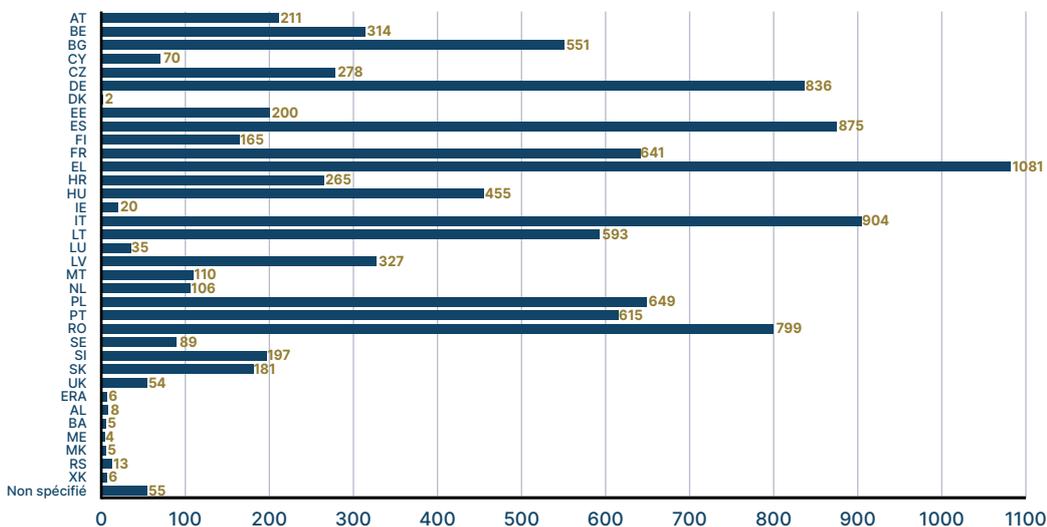
Nombre de participants aux formations selon la profession



Répartition entre les genres



Nombre de participants selon la nationalité



Faits marquants 2024

Le Réseau européen de formation judiciaire a connu une année 2024 riche en réalisations et en temps forts ! En voici quelques exemples ci-dessous.

JANVIER

L'exercice 2024 d'évaluation des besoins de formation a réuni les principaux acteurs de la formation judiciaire



FÉVRIER

En collaboration avec l'ERA, le REFJ a poursuivi son programme de formation sur les procédures civiles et pénales transfrontalières européennes et l'anglais juridique destiné aux personnels judiciaires

MARS

Le partenariat du REFJ avec la Cour de justice de l'Union européenne a permis la production de contenus vidéos visant à mieux appréhender le fonctionnement du système judiciaire de l'UE

AVRIL

Le groupe de travail du REFJ sur la numérisation s'est réuni en personne pour la première fois à Paris, en France, marquant une étape cruciale dans l'avancement de la transformation numérique de la justice à travers l'Europe

MAI

De nouvelles initiatives clés ont été lancées lors d'une session de formation en ligne destinée aux coordinateurs d'activités du REFJ

JUIN

L'Assemblée générale extraordinaire du REFJ, qui s'est tenue à Bruxelles, en Belgique, a réuni plus de 100 délégués pour discuter des principaux sujets façonnant l'avenir du réseau



JUILLET

Un événement important sur le thème de l'intelligence artificielle et l'Etat de droit a eu lieu constituant une première collaboration avec l'UNESCO



AOÛT

De nouveaux outils de communication ont été lancés à l'automne 2024, dont le bulletin, l'intranet et le Digi Helpdesk du REFJ

SEPTEMBRE

Les groupes et sous-groupes de travail du REFJ ont tenu leurs réunions d'automne afin de discuter des activités en cours et de définir les priorités clés pour le développement des initiatives futures

OCTOBRE

Le 15^{ème} anniversaire du concours THEMIS a été l'occasion de mener une réflexion sur les principaux jalons et les réalisations de cette compétition prestigieuse



NOVEMBRE

La troisième édition du Forum Judges@ Europe à Syracuse, en Italie, a permis d'explorer des thèmes de la liberté d'expression et de l'impartialité judiciaire à l'ère numérique



DÉCEMBRE

Le cours sur la responsabilité judiciaire à l'ère numérique développé par le REFJ et HELP a été officiellement lancé à Strasbourg, en France



Activités 2024

FORMATION INITIALE

Programme AIAKOS

- Un nombre record de 1381 participants a pris part à 44 échanges organisés dans 27 institutions judiciaires réparties dans 24 États membres
- Le Luxembourg et Malte ont rejoint le programme
- L'Espagne, l'Italie et le Luxembourg ont rendu la participation au programme AIAKOS obligatoire



Concours THEMIS

- Le concours THEMIS a célébré son 15ème anniversaire
- 43 équipes issues de 16 pays ont participé, l'équipe de Roumanie remportant la victoire, suivie par l'Allemagne et l'Espagne
- Pour la première fois, une demi-finale portait sur le droit administratif



Le Concours THEMIS a peut-être été l'expérience d'apprentissage la plus précieuse de notre formation initiale, combinant travail d'équipe et coopération avec nos collègues exceptionnels à travers l'Europe.

– L'équipe gagnante de Roumanie

Scannez le code QR pour découvrir des descriptions détaillées de toutes nos activités de 2024.



FORMATION CONTINUE

Échanges

- Un total de 1 538 participants dont 368 tuteurs, représentant 29 pays, ont effectué un échange
- Le thème de la numérisation a été ajouté aux stages spécialisés proposés aux personnels judiciaires et constitue un sujet central des échanges destinés aux responsables judiciaires
- Une vidéo informative a été produite pour présenter les différents formats d'échange et guider les candidats dans le processus de candidature



Échanges sur initiative personnelle

- Les échanges sur initiative personnelle ont rassemblé 262 participants représentant 18 États membres de l'UE
- Les échanges transversaux REFJ-CEPOL ont amélioré la coopération entre la justice et les forces de l'ordre
- Dans le cadre du programme de subventions de formation judiciaire, les participants ont échangé sur des sujets clés tels que les pratiques du ministère public en matière de lutte contre les crimes de haine et la discrimination, ainsi que la violence domestique



Stages de longue durée

- 80 participants issus de 18 États membres de l'UE ont pris part à des stages de longue durée au sein de quatre institutions d'accueil
- Les premiers stages de longue durée au Parquet européen (EPPO) ont été lancés avec succès
- Le Groupe de travail du programme d'échanges a commencé à examiner les outils d'évaluation des stages de longue durée



Visites d'étude

- 15 visites d'étude ont rassemblé 479 participants issus de 24 pays
- L'un des moments clés de l'année a été la visite conjointe à la CJUE et au Parquet européen
- Les participants ont assisté à des audiences marquantes, telles que Kovačević c. Bosnie-Herzégovine devant la CEDH et l'appel de l'Autriche dans l'affaire T-101/18 devant la CJUE



Droit administratif

- 16 activités de formation ont été organisées, réunissant 626 praticiens de la justice issus de 25 États membres de l'UE
- L'offre de formation a été élargie pour le personnel judiciaire et de nouveaux sujets, tels que la protection des investissements transfrontaliers de l'UE, le cadre des délits fiscaux dans l'UE et les notions fondamentales du droit anti-trust ont été introduits
- Les formations ont également abordé divers domaines tels que le rôle de la justice, le marché numérique, la fiscalité, la numérisation et l'utilisation de l'IA dans les procédures administratives



Droit civil

- 544 participants issus de 27 États membres de l'UE ont participé à 13 activités de formation
- Ces activités avaient comme objectif principal de favoriser la transformation numérique de la justice, avec un accent particulier sur des outils tels que l'e-CODEX
- Deux initiatives innovantes ont été lancées : cours en ligne développé en coopération avec le Conseil de l'Europe et le membre du REFJ Scuola Superiore della Magistratura, et une vidéo pédagogique sur la Convention de New York de 1958 en collaboration avec le Conseil International pour l'Arbitrage Commercial



Justice pénale

- 31 activités ont réuni 745 participants, dont 69 lors des événements de formation REFJ-CEPOL, provenant de 25 États membres de l'UE
- Parmi les principaux succès de l'année figurent séminaires sur la Décision d'enquête européenne en matière pénale, qui ont mis en évidence l'importance de l'accès à la justice via le Système d'échange de preuves numériques (eEDES)
- Le consortium REFJ-ERA a achevé ses activités de formation pour l'année dans le cadre du Contrat-Cadre de services JUST.EPPO/LUX/2020/OP/000



Droits de l'homme et libertés fondamentales

- 325 participants issus de 22 pays de l'UE et d'un pays des Balkans occidentaux ont participé à 12 activités
- Les partenariats avec des organisations clés, telles que le Programme HELP du Conseil de l'Europe, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'Association des juges administratifs européens et l'Institut Max Planck d'anthropologie sociale ont été poursuivis avec succès
- Les formations ont abordé des thématiques telles que l'État de droit, l'accès à la justice et le dialogue entre les juridictions à l'ère numérique



Numérisation

- La première réunion en présentiel du Groupe de travail sur la numérisation du REFJ s'est tenue, au cours de laquelle des initiatives stratégiques, comme le « passeport numérique », ont été approuvées
- Un total de 165 participants étaient présents lors des trois activités du REFJ dédiées au numérique
- Le REFJ a collaboré avec l'UNESCO sur des séminaires sur l'IA, organisé un séminaire clé sur la transformation numérique et les outils de coopération, lancé pour la première fois son Digital Park et soutenu les initiatives numériques novatrices de ses membres, notamment les classes virtuelles



Linguistique

- Un total de 56 activités de formation ont été organisées, réunissant 372 participants en présentiel et 444 en ligne
- Le programme pilote d'apprentissage mixte « L'anglais pour les leaders judiciaires » a été couronné de succès
- Un manuel complet en langue espagnole sur la terminologie juridique et la coopération judiciaire en matière civile a été publié



Méthodes de formation judiciaire

- Le Groupe de travail sur les méthodes de formation judiciaire a célébré son dixième anniversaire et a organisé 13 activités de formation réunissant 289 participants
- Six de ces activités étaient dédiées aux formateurs judiciaires afin de les accompagner dans l'utilisation des nouvelles technologies, de la réalité virtuelle ou des innovations pédagogiques
- Une étude comparative des institutions de formation judiciaire et un sous-groupe ad-hoc sur les femmes dans la justice ont été lancés



Catalogue+

- En 2024, 12 membres du REFJ ont contribué au programme Catalogue+
- 224 participants issus de 12 pays de l'UE ont assisté à 23 formations
- Les participants ont exprimé leur grande satisfaction quant à la qualité des activités de formation, notamment en ce qui concerne l'expertise des formateurs, la richesse des contenus partagés et l'environnement international



Catalogue des membres

- En 2024, le Catalogue des activités des membres a mis en œuvre 126 séminaires, auxquels ont participé 69 participants
- Cette initiative intègre les activités organisées et sélectionnées directement par les membres du REFJ
- De même que les années précédentes, les participants ont approfondi leurs connaissances du droit de l'UE, amélioré leurs compétences linguistiques et approfondi leur compréhension des législations nationales



FORMATION & RESSOURCES NUMÉRIQUES

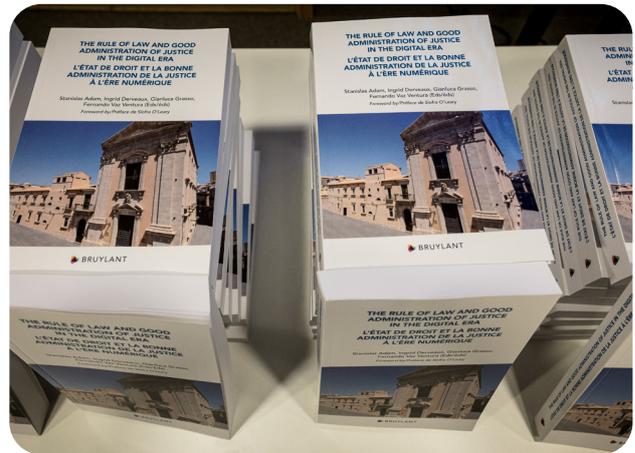
Lunchtime webinars

- 22 webinaires sur le temps du déjeuner ont été organisés, avec une participation totale de plus de 3 000 personnes, ce qui représente une augmentation de 86,5 % par rapport à 2023
- Les webinaires ont abordé des sujets clés tels que la manipulation en ligne, l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la prise de décision judiciaire et le langage juridique
- Une session consacrée aux avantages et aux risques de l'IA a rassemblé plus de 200 participants en ligne, établissant un record absolu depuis le lancement de la série



Ressources numériques, publications et activités de communication

- Deux ressources numériques majeures, l'Intranet du REFJ et le Digi Helpdesk du REFJ, ont été introduites afin de renforcer la collaboration et le partage des connaissances entre le REFJ et ses principaux partenaires
- Trois ouvrages clés ont été publiés, y compris une publication bilingue approfondie intitulée 'L'État de droit et la bonne administration de la justice à l'ère numérique', un manuel linguistique en langue espagnole et le Catalogue des activités de formation du REFJ 2025
- La cohérence et la régularité des communications du REFJ ont été améliorées notamment via le lancement du bulletin mensuel et le développement d'une charte graphique détaillée et d'une stratégie de communication et de marketing adaptée pour 2024-2027



PROJETS & INITIATIVES

Intégration du personnel judiciaire

- En 2024, 2 234 personnels judiciaires ont participé aux activités de formation continue du REFJ, soit une augmentation impressionnante de 24 % par rapport à l'année précédente
- En collaboration avec l'ERA, le REFJ a organisé trois séminaires en droit civil et pénal européen
- La participation du REFJ au 50^{ème} anniversaire de l'École nationale des greffes française, a permis de réaffirmer son engagement à répondre aux besoins de formation des personnels judiciaires



Forum Judges@Europe

- La troisième édition du Forum Judges@Europe a permis à 48 juges sélectionnés par tirage au sort de discuter de l'indépendance de la justice, de l'impact de la digitalisation sur la prise de décision, des affaires politiquement sensibles, de l'influence des médias et du rôle des algorithmes d'IA
- Deux projets importants initiés lors du Forum Judges@Europe 2023 ont été menés à bien en 2024 : une publication bilingue innovante intitulée 'L'État de droit et la bonne administration de la justice à l'ère numérique' aux éditions Larcier Intersentia et le 'Judges Upholding the Rule of Law Crash Course' en partenariat avec le Programme HELP du Conseil de l'Europe
- Désormais une activité régulière, le Forum est devenu un pilier essentiel du programme annuel du REFJ, reflétant le dévouement et le travail important de ses membres



Projet Balkans occidentaux II

- Un total de 133 experts nationaux et futurs formateurs ont participé à sept ateliers de travail
- Les ateliers ont proposé aux participants une approche concrète à travers des cas pratiques en matière pénale, civile, administrative et commerciale, et relatifs à la Charte des droits fondamentaux de l'UE
- Le renforcement de la coopération régionale est demeuré une priorité, et 18 praticiens de la justice issus de la région ont pris part à des événements organisés par le REFJ à travers l'Europe



Projet spécial dans le cadre du Programme pour le marché unique (2024-2025)

- Un total de 124 participants ont bénéficié d'une formation dans le cadre de ce programme en 2024, avec six sessions de formation supplémentaires et deux visites d'études prévues pour 2025
- Ces activités permettent aux juges, procureurs et agents des forces de l'ordre chargés des enquêtes en matière de criminalité financière et économique d'acquérir des connaissances essentielles sur le droit de la concurrence de l'UE
- Elles renforcent également la collaboration entre les autorités de concurrence, les magistrats et les forces de l'ordre, améliorant ainsi la détection et la poursuite des pratiques anticoncurrentielles

Le Réseau

Le REFJ rassemble un vaste réseau d'institutions à travers l'Europe, comprenant des membres, des membres associés, des observateurs et des partenaires. Ensemble, ces acteurs développent, mettent en œuvre et promeuvent un éventail d'activités et d'initiatives de formation judiciaire de haute qualité.

Le REFJ est dirigé par un comité de pilotage composé de neuf membres, élus pour un mandat de trois ans. Cinq groupes de travail, dirigés par des coordinateurs élus, planifient et mettent en œuvre des projets, avec le soutien de sous-groupes de travail traitant de sujets spécifiques.

La composition complète du comité de pilotage, des groupes de travail et des sous-groupes de travail du REFJ pour 2024 figure ci-dessous.

Comité de pilotage du REFJ

Présidence

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)

Espagne École judiciaire

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Académie de droit européen (ERA)

Groupe de travail Numérique

Coordinateur

France École nationale de la magistrature (ENM)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

Estonie Bureau du procureur général

France École nationale des greffes

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Italie Conseil supérieur de la magistrature

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Lettonie Centre de formation judiciaire de Lettonie

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Roumanie École nationale des greffes

Roumanie Institut national de la magistrature

Suède Parquet national suédois

Groupe de travail Programme d'échanges

Coordinateur

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

Estonie Bureau du procureur général

Estonie Cour suprême

France École nationale de la magistrature (ENM)

France École nationale des greffes (ENG)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Office national de la justice

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Italie Ministère de la Justice

Lituanie Administration nationale des tribunaux

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

République tchèque Académie judiciaire

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie École nationale des greffes

Slovenie Centre de formation judiciaire (JTC)

Groupe de travail Méthodes de formation judiciaire

Coordinateur

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice
Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)
Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)
Croatie Académie judiciaire
Espagne École judiciaire
Estonie Bureau du procureur général
Finlande Administration nationale des tribunaux
France École nationale de la magistrature (ENM)
France École nationale des greffes (ENG)
Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)
Hongrie Bureau du procureur général
Irlande Conseil judiciaire
Italie Conseil supérieur de la magistrature (CSM)
Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Lituanie Administration nationale des tribunaux
Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)
Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)
Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)
République tchèque Académie judiciaire
Roumanie Institut national de la magistrature (INM)
Roumanie École nationale des greffes
Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)
Suède Académie de formation judiciaire
Académie de droit européen (ERA)

Observateurs

Macédoine du Nord Académie pour juges et procureurs
Royaume-Uni Collège judiciaire d'Angleterre et du Pays de Galles

Royaume-Uni - Écosse Institut judiciaire d'Écosse
Serbie Académie judiciaire

Groupe de travail Linguistique

Coordinateur

République tchèque Académie judiciaire

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice
Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)
Croatie Académie judiciaire
Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)
Espagne École judiciaire
France École nationale de la magistrature (ENM)
Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)
Hongrie Bureau du procureur général
Hongrie Office national de la justice
Italie École nationale de la magistrature (SSM)
Italie Ministère de la Justice

Lituanie Administration nationale des tribunaux
Lituanie Bureau du procureur général
Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)
Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)
Roumanie École nationale des greffes
Roumanie Institut national de la magistrature (INM)
Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)
Académie de droit européen (ERA)

Observateurs

Macédoine du Nord Académie pour juges et procureurs

Groupe de travail Programmes

Coordinateur

Académie de droit européen (ERA)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice
Autriche Ministère fédéral de la Justice
Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)
Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)
Croatie Académie judiciaire
Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)
Espagne École judiciaire
Finlande Administration nationale des tribunaux
France École nationale de la magistrature (ENM)
France École nationale des greffes (ENG)
Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)
Hongrie Bureau du procureur général
Italie Conseil supérieur de la magistrature (CSM)
Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Italie Ministère de la Justice
Lettonie Centre de formation judiciaire de Lettonie
Lituanie Administration nationale des tribunaux
Lituanie Bureau du procureur général
Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)
Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)
Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)
République tchèque Académie judiciaire
Roumanie Institut national de la magistrature (INM)
Roumanie École nationale des greffes
Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Sous-groupe de travail Droit administratif

Coordinateur

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Membres

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Finlande Administration nationale des tribunaux

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Italie Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Académie de droit européen (ERA)

Sous-groupe de travail Droit civil

Coordinateur

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne École judiciaire

Finlande Administration nationale des tribunaux

France École nationale de la magistrature (ENM)

France École nationale des greffes

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie École nationale des greffes

Académie de droit européen (ERA)

Sous-groupe de travail Justice pénale

Coordinateur

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne École judiciaire (CGPJ)

Finlande Administration nationale des tribunaux

France École nationale des greffes

France École nationale de la magistrature (ENM)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Italie Conseil supérieur de la magistrature

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

République tchèque Académie judiciaire

Roumanie École nationale des greffes

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Académie de droit européen (ERA)

Sous-groupe de travail Droits de l'homme et libertés fondamentales

Coordinateur

Slovénie Centre de formation judiciaire

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

France École nationale de la magistrature (ENM)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Lettonie Centre de formation judiciaire de Lettonie

Lituanie Bureau du procureur général

Malte Agence des services judiciaires

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Académie de droit européen (ERA)

De nos partenaires

« Le REFJ et la Cour de justice sont des partenaires clés pour défendre l'État de droit de l'UE. Nous pouvons être fiers de notre programme de stages de longue durée et d'autres domaines de coopération, qui renforcent la connaissance du droit de l'UE par les professionnels nationaux de la justice et contribuent ainsi à la construction d'une culture judiciaire commune en Europe. »

Koen Lenaerts

Président de la Cour de justice de l'Union européenne

« Grâce à ses initiatives de formation transfrontalières, le REFJ favorise la connaissance du droit de l'UE des professionnels nationaux de la justice, ce qui contribue à son application uniforme dans les États membres et à une meilleure compréhension mutuelle des autorités judiciaires dans les procédures transfrontalières. »

Alfredo Calot Escobar

Greffier de la Cour de justice de l'Union européenne

« À une époque où l'Europe met en œuvre la loi sur l'IA, le partenariat entre l'UNESCO et le REFJ s'est avéré transformateur pour préparer les juges européens à l'ère de l'IA tout en protégeant les droits de l'homme et en préservant l'État de droit. L'UNESCO accorde une grande importance à la coopération avec le REFJ pour la mise en place de programmes de formation de haute qualité adaptés à la magistrature européenne. Nous sommes impatients d'élargir notre collaboration pour explorer de nouvelles frontières et façonner l'avenir du système judiciaire à l'ère numérique. »

Guilherme Canela

Directeur de l'inclusion numérique et des politiques et de la transformation numérique, UNESCO

« La pratique et le développement professionnel vont de pair, faisant ainsi d'Eurojust et du REFJ des partenaires naturels. Je suis profondément reconnaissant pour l'esprit de corps européen que le REFJ cultive parmi les professionnels du droit, les unissant dans un objectif commun et permettant une coopération judiciaire transfrontalière essentielle. »

Michael Schmid

Président d'Eurojust

« Intégrer la perspective judiciaire dans la formation des forces de l'ordre est crucial, tout comme la compréhension judiciaire des réalités, des capacités et des méthodes opérationnelles des forces de l'ordre est essentielle pour une résolution efficace des litiges. L'échange d'expertise à travers les programmes de formation conjoints REFJ-CEPOL joue un rôle clé pour garantir que les attentes des citoyens de l'UE en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique sont satisfaites. Ces programmes offrent une plateforme essentielle pour que les agents des forces de l'ordre et les magistrats puissent discuter des nouvelles tendances criminelles, de méthodes d'enquête innovantes et de l'application pratique des outils de coopération transfrontalière. »

Montserrat Marín López

Directrice exécutive de CEPOL

« À travers le dialogue entre les juges européens et les différents participants à ses conférences, le REFJ ne se contente pas seulement de former les juges, mais permet également une coopération horizontale entre les professionnels du droit, un facteur essentiel pour identifier les forces et les obstacles. Le récent forum organisé à Syracuse a réuni de nombreuses femmes juges et intervenantes de haut niveau, et a été particulièrement enrichissant. Les discussions menées au sein du groupe sur les affaires médiatisées ont offert l'opportunité de constater à quel point les défis rencontrés dans chacun des pays participants étaient similaires et de réfléchir ensemble aux actions à mener pour les surmonter. De tels échanges contribuent évidemment au renforcement de l'État de droit. »

Madeleine Mathieu

Présidente du RECJ

« En tant qu'acteur essentiel du partage des pratiques judiciaires au sein de l'espace européen, le REFJ doit maintenant contribuer, par la formation et les échanges d'expériences, à relever le défi majeur que représente la transformation numérique de la justice. GEMME est très honoré d'apporter son expertise dans ce domaine. Ensemble, œuvrons à la construction d'un espace judiciaire du XXIème qui préserve l'humain. »

Frédérique D'Agostini

Présidente de GEMME

« Les visites d'études et les stages de longue durée proposés par le REFJ offrent aux professionnels du droit l'opportunité unique d'acquérir une expérience directe et de s'engager activement avec des institutions telles que le Parquet européen, leur permettant ainsi d'approfondir leur compréhension du fonctionnement d'un parquet transnational. »

Laura Codruța Kövesi

Procureure générale européenne, Parquet européen

« La formation, l'expérience, le partage des connaissances et le soutien entre pairs sont essentiels pour promouvoir l'intégrité et instaurer de solides valeurs éthiques parmi les membres de la magistrature. Le REFJ joue un rôle actif dans la promotion de ces valeurs à travers ses initiatives, et nous sommes toujours heureux de collaborer pour faire progresser nos objectifs communs et créer un changement positif. »

Tatiana Veress

Chargée de prévention du crime et de la justice pénale,
Coordinatrice du Réseau mondial pour l'intégrité judiciaire,
ONUUDC

« Il est plus important que jamais de doter les professionnels de la justice des compétences et des connaissances nécessaires pour défendre l'État de droit. Le travail du REFJ à cet égard est inestimable. J'ai été le témoin direct de la manière dont les formations et initiatives du REFJ ont non seulement renforcé l'expertise des juges et des procureurs dans le domaine du droit pénal international et transnational, mais ont également favorisé la coopération et la collaboration individuelles et institutionnelles. »

Beti Hohler

Juge à la Cour pénale internationale

Le Réseau européen de formation judiciaire (REFJ)

Rue du Commerce 123, 1000 Bruxelles, Belgique

+32 22 80 22 42

✉ ejtn@ejtn.eu

🌐 www.ejtn.eu/fr

🌐 [company/ejtn](https://www.linkedin.com/company/ejtn)

📷 [ejtn_eu](https://www.instagram.com/ejtn_eu)

📘 [ejtn.eu](https://www.facebook.com/ejtn.eu)

📺 [@ejtn](https://www.youtube.com/@ejtn)

Accédez au rapport annuel complet 2024
sur annualreport.ejtn.eu/fr/2024 ou en
scannant le QR code.

